

RECOMMANDATIONS POUR LA CONFERENCE CLIMAT DE BONN (COP23)

Avec actuellement 1°C de réchauffement depuis l'ère préindustrielle, les dérèglements climatiques se manifestent de manière croissante. L'année 2017 a été marquée par de nombreux impacts aux conséquences visibles sur les sociétés humaines.

Présidée cette année par les îles Fidji, petit Etat insulaire particulièrement vulnérable, la « COP des Iles » devra remettre l'accent sur l'urgence d'une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre ainsi que sur l'importance des mesures favorisant l'adaptation et la résilience. Les contributions nationales (NDC) sont très loin de répondre aux objectifs de l'Accord de Paris.

En Belgique, les émissions sont même récemment reparties à la hausse. La transition juste vers une société décarbonée reste à construire, pour les générations actuelles et futures.

La Plateforme Justice Climatique, qui réunit les organisations environnementales, les syndicats, les organisations de développement et les Conseils de la jeunesse demande aux décideurs politiques belges et européens de :

1. Aligner les ambitions sur l'Accord de Paris (2°C et fournir les efforts pour 1,5°C)

L'Union européenne a un rôle de premier plan à jouer pour que la COP23 prépare le rehaussement des contributions nationales (NDC) dès 2018.

Concrètement, nous demandons de :

- **Augmenter l'ambition, à court et à long terme :**
 - o envisager dès maintenant, aux niveaux belge et européen, une révision à la hausse des objectifs climatiques nationaux et européens à l'horizon 2030¹
 - o préparer le dialogue facilitatif de 2018, au cours duquel une première évaluation collective des engagements sera faite, et préparer la révision à la hausse générale des contributions nationales (NDC) afin qu'elle soit effective au plus tard en 2020² ;
 - o développer une stratégie belge à long terme pour la décarbonation d'ici 2050, incluant une réorientation cohérente des investissements (conformément à l'article de 2 de l'Accord de Paris³), dans le cadre d'une transition juste (cf supra) et soutenir la mise en place de telles stratégies au niveau européen.
- **Encourager tous les pays à lutter contre le réchauffement :**
 - o face aux pays qui se retirent de l'Accord de Paris ou freinent sa mise en œuvre, mettre en place des dialogues diplomatiques renforcés, et en particulier entre l'Union européenne et la Chine et les autres grandes puissances afin de maintenir le momentum pour l'action climatique internationale ;
 - o mettre en place, au besoin, des mesures d'ajustement fiscal aux frontières sur les produits importés par l'Union européenne et originaires de pays qui autorisent le dumping social et environnemental envers l'Union européenne (Taxe carbone aux frontières)⁴ ;
 - o soutenir les programmes d'éducation et de sensibilisation à la lutte contre le réchauffement climatique en Europe et partout dans le monde conformément à l'article 6 de l'Accord de Paris ;

¹ Le réseau européen d'ONG Climate Action Network (CAN-E) demande, conformément aux recommandations du GIEC, de réduire les émissions de CO2 d'au moins 55% par rapport à 1990, et d'atteindre au moins 45% d'énergie renouvelable et au moins 40% d'efficacité énergétique d'ici 2030.

² Dès mai 2016, l'UNFCCC a publié un rapport qui démontre que les contributions nationales sont largement insuffisantes : cf p.12 <http://unfccc.int/resource/docs/2016/cop22/eng/02.pdf>

³ Ceci implique que les flux financiers favorisant les énergies fossiles et le déboisement soient réorientés vers des investissements décarbonés et des politiques soutenables.

⁴ Ceci est possible dans le cadre de l'OMC, conformément au rapport conjoint avec le PNUE (2009) : 'Trade and Climate Change' : Via http://ccsl.iccip.net/trade_climate_change_e.pdf

- **Accélérer la transition juste vers une société décarbonée en Belgique et en Europe :**
 - o parvenir, d'ici la fin de l'année, à un projet de Plan National Energie-Climat 2030 cohérent avec les objectifs de l'Accord de Paris et la perspective d'un approvisionnement énergétique 100% renouvelable en 2050 ;
 - o définir une vision pour la transition juste vers une société décarbonée et résiliente, et notamment encourager le dialogue social et la participation citoyenne, la réorientation des investissements, le développement d'une infrastructure publique de qualité, le développement des compétences, la relocalisation de l'économie, le respect des droits humains, et un système de protection sociale fort ;
 - o garantir la cohérence des décisions politiques avec les objectifs climatiques, notamment en abandonnant les projets qui prolongent la dépendance structurelle aux énergies fossiles et les fausses solutions⁵.

2. Défendre les intérêts des pays en développement et des plus vulnérables

L'Union européenne doit profiter de la présidence des Iles Fidji et de l'organisation des conférences climat en 2017 et 2018 sur son territoire pour renforcer son alliance avec les pays en développement.

Concrètement, nous demandons de :

- **rehausser l'engagement financier international :**
 - o rééquilibrer les financements entre atténuation et adaptation, pour que les pays les plus vulnérables bénéficient réellement de ces financements additionnels ;
 - o mettre à l'agenda européen le rehaussement des contributions de tous les pays européens au financement climat international d'ici la conférence climat de Katowice en 2018 (COP24) en s'appuyant sur les sources innovantes de financement (taxe carbone, taxe sur les transactions financières,...). Pour la Belgique, une contribution équitable signifie décupler l'engagement de 50 à 500 millions d'euros annuels
- **accélérer la mise en œuvre du Mécanisme de Varsovie pour les pertes et préjudices :**
 - o reconnaître le besoin de financement pour les pertes et préjudices, et dans ce cadre, mandater le *comité exécutif* et le *standing committee on finance* pour avancer sur la question d'un mécanisme de support financier pour les pertes et préjudices, et en particulier, créer, lors de la COP23, un « mécanisme des îles Fidji pour le financement des pertes et préjudices » ;
 - o reconnaître l'urgence de protéger les personnes déplacées, et en particulier, encourager les nouveaux pactes mondiaux pour les réfugiés et le pacte pour des migrations sûres et régulières (qui seront finalisés en 2018) à améliorer la protection et la recherche de solutions pour ceux qui se déplacent ou risquent de devoir se déplacer à cause des dérèglements climatiques
- **plaider pour l'adoption d'un programme de travail sur l'agriculture :**
 - o adopter un programme de travail sur l'agriculture et la sécurité alimentaire à Bonn afin de promouvoir la durabilité des systèmes alimentaires et la souveraineté alimentaire, de renforcer les droits humains et de protéger l'environnement (arrêt du déboisement, réductions de CH4 & N2O et pratiques agroécologiques).

La Plateforme Justice Climatique est une plateforme de la société civile belge coordonnée par le CNCDD-11.11.11 et son homologue flamand 11.11.11 et formée de Aide au Développement Gembloux, ABVV-FGTB, ACV-CSC, APERe, Associations21, Bond Beter Leefmilieu (BBL), Beweging.net, Broederlijk Delen, CGSLB-ACLVB, Climate Express, Climaxi, Conseil de la Jeunesse, Eckerk, Entraide et Fraternité, FSTM, Médecine pour le Tiers Monde (M3M), Greenpeace, Inter-environnement Wallonie (IEW), Climat et Justice sociale, Natuurpunt, NatuurpuntCVN, Oxfam-Solidariteit, Oxfam Wereldwinkels, Protos, ULB Coopération, SOS FAIM, Vlaamse Jeugdraad, Vredeseilanden en WWF.

⁵ Par fausses solutions, nous entendons entre autres les risques liés au concept de neutralité carbone ('net zero emissions'), et les émissions négatives, les mécanismes de compensation carbone, la 'climate smart agriculture', les agrocarburants non durables, le CCS appliqué aux centrales électriques à charbon et l'usage de biomasse non durable (tant de provenance nationale que importé des pays du Sud).

AANBEVELINGEN VOOR DE KLIMAATTOP IN BONN (COP23)

Met een opwarming van 1 °C sinds het pre-industriële tijdperk neemt de impact van klimaatverandering jaar na jaar toe. Het jaar 2017 werd gekenmerkt door talrijke klimaatrampen met zichtbare gevolgen voor mens en maatschappij.

De klimaattop wordt dit jaar voorgezeten voor Fiji, een kleine eilandstaat die zeer kwetsbaar is voor klimaatverandering. De focus van de 'eilandCOP' zal dan ook liggen op de dringende nood aan een drastische vermindering van uitstoot en het belang van maatregelen die aanpassing en weerbaarheid verhogen. De *Nationally Determined Contributions* (NDC) voldoen momenteel niet om de ambitie van het Akkoord van Parijs waar te maken. Ook in België is de rechtvaardige transitie naar een koolstofarme samenleving nog niet ingezet. Dat toont de recente stijging in uitstoot.

Het Platform Klimaatrechtvaardigheid, dat de milieuorganisaties, vakbonden, ontwikkelingsorganisaties en jeugdleden verenigt, vraagt de Belgische en Europese beleidsmakers:

1. Breng de ambitie in lijn met het Akkoord van Parijs (ver onder 2 °C met een streefdoel van maximaal 1,5 °C)

De Europese Unie heeft een voortrekkersrol te spelen om ervoor te zorgen dat COP23 de deur opent voor een verhoging van de ambitie vanaf 2018. Concreet vragen we:

- **Verhoog de ambitie op korte en lange termijn :**
 - o Verdedig een verhoging van de klimaatdoelstellingen voor 2030 op Belgisch en Europees niveau⁶;
 - o Garandeer dat de *Facilitative Dialogue*, die in 2018 een eerste evaluatie van de engagementen moet maken, leidt tot een verhoging van de NDC's tegen 2020⁷;
 - o Ontwikkel een Belgische langetermijnstrategie voor een rechtvaardige transitie naar decarbonisatie tegen 2050, met inbegrip van een coherente heroriëntering van investeringen (in overeenstemming met artikel 2 van het Akkoord van Parijs⁸) en ondersteun dergelijke strategieën op het Europese niveau.

- **Garandeer dat alle landen bijdragen aan de strijd tegen klimaatverandering:**
 - o Verhoog de diplomatieke druk op landen die zich terugtrekken uit het Akkoord van Parijs of de implementatie afremmen, en versterk de banden tussen de Europese Unie, China en andere grootmachten om het internationale momentum te behouden;
 - o Stel *border tax adjustment* maatregelen in op producten die geïmporteerd worden in de Europese Unie en afkomstig zijn van landen die sociale of milieudumping toelaten op de Europese markt (bv. koolstofgrensheffing)⁹;
 - o Ondersteun programma's voor educatie en sensibilisering over de strijd tegen klimaatverandering in Europa en overal ter wereld (in overeenstemming met artikel 6 van het Akkoord van Parijs).

⁶ Het Europees NGO-netwerk Climate Action Network (CAN-E) vraagt, in overeenstemming met de aanbevelingen van het IPCC, een vermindering van uitstoot van broeikasgassen met minstens 55% tegenover 1990, en minstens 45% hernieuwbare energie en 40% energie-efficiëntie tegen 2030.

⁷ In mei 2016 publiceerde de UNFCCC een rapport dat toonde dat de engagementen in de NDC's, gepubliceerd in 2015, ontoereikend zijn. Zie figuur 2, p.12: <http://unfccc.int/resource/docs/2016/cop22/eng/02.pdf>

⁸ Publieke en private financiering voor fossiele energie en ontbossing heroriënteren naar duurzame en koolstofarme investeringen en beleid.

⁹ Dit is mogelijk onder de regels van de Wereldhandelsorganisatie (WTO) volgens een eigen rapport samen met de United Nations Environment Programme (UNEP): UNEP-WTO Report (2009). *Trade and Climate Change*. Via http://ccsl.iccip.net/trade_climate_change_e.pdf

- **Versnel de rechtvaardige transitie naar een koolstofarme samenleving in België en Europa:**
 - o Kom tegen het einde van dit jaar tot een draft Nationaal Energie- en Klimaatplan 2030 dat coherent is met de doelstellingen van het Akkoord van Parijs en mikt op 100% hernieuwbare energie tegen 2050;
 - o Bepaal een visie op een rechtvaardige transitie naar een koolstofarme en weerbare maatschappij, met in het bijzonder aandacht voor de sociale dialoog en burgerparticipatie, heroriëntatie van investeringen, ontwikkeling van een publieke, kwalitatieve infrastructuur, ontwikkeling van competenties, relocalisatie van de economie, respect voor mensenrechten en sociale bescherming;
 - o Garandeer coherentie van politieke beslissingen met de klimaatdoelstellingen, met name inzake projecten die de structurele afhankelijkheid van fossiele brandstoffen verlengen en valse oplossingen¹⁰.

2. Verdedig de belangen van ontwikkelingslanden en de meest kwetsbaren

De Europese Unie kan gebruik maken van het voorzitterschap van Fiji en de klimaattoppen van 2017 en 2018 op haar grondgebied om de alliantie met ontwikkelingslanden te versterken. Concreet vragen we:

- **Verhoog het engagement voor de internationale klimaatfinanciering:**
 - o Breng de financiering tussen mitigatie en adaptatie in evenwicht, zodat de meest kwetsbare landen echt baat hebben bij de beloofde additionele financiering;
 - o Zet een verhoging van de bijdragen van alle Europese landen tegen de klimaatop in Katowice in 2018 (COP24) op de agenda, door gebruik te maken van innovatieve financieringsbronnen (koolstofaks, een financiële transactietaks,...). Een billijke bijdrage van België is 500 miljoen euro per jaar tegen 2020.
- **Versnel de implementatie van het Warsaw International Mechanism for Loss and Damage :**
 - o Erken de nood aan financiering voor *loss and damage* door tijdens COP23 een nieuwe financieringsmechanisme op te zetten, en mandateer in dat kader de Executive Committee en de Standing Committee on Finance om dit verder uit te werken.
 - o Erken de nood om klimaatonthemden te beschermen en vraag expliciet dat oplossingen en bescherming voor deze groeiende groep deel zullen uitmaken van de nieuwe UN Global Compact on Refugees en de UN Global Compact on Safe, Orderly and Regular Migration, die beide klaar moeten zijn in 2018.
- **Pleit voor de adoptie van een werkprogramma over landbouw:**
 - o Neem in Bonn een werkprogramma aan over landbouw en voedselzekerheid om duurzaamheid van voedselsystemen en voedselsoevereiniteit te promoten, mensenrechten te versterken en het milieu te beschermen (met aandacht voor een stop op ontbossing, vermindering van CH₄ en N₂O en prioritering van agro-ecologie).

Het Platform Klimaatrechtvaardigheid is een Belgisch nationaal politiek platform gecoördineerd door 11.11.11 en CNCD-11.11.11 en gevormd met ABVV-FGTB, ACV-CSC, ADG, APERE, Associations21, Bond Beter Leefmilieu (BBL), Beweging.net, Broederlijk Delen, CGSLB-ACLVB, Climate Express, Climaxi, Conseil de la Jeunesse, Ecolerk, Entraide et Fraternité, FSTM, Geneeskunde voor de Derde Wereld (G3W), Greenpeace, Inter-environnement Wallonie (IEW), Klimaat en sociale Rechtvaardigheid, Natuurpunt, NatuurpuntCVN, Oxfam-Solidariteit, Oxfam Wereldwinkels, Protos, ULB Coopération, SOS FAIM, Vlaamse Jeugdraad, Vredeseilanden en WWF.

¹⁰ Onder andere de risico's verbonden aan het concept koolstofneutraliteit ('net zero emissions') en negatieve uitstoot, koolstofcompensatiemechanismes, niet-duurzame biobrandstoffen, 'climate-smart agriculture', CCS toegepast in steenkoolcentrales en het gebruik van niet-duurzame biomassa (zowel van nationale afkomst als import uit landen in het Zuiden).